

Le savant juge Hand de la Cour suprême des États-Unis a exprimé de façon éloquente des sentiments semblables :

"Je me demande si nous ne fondons pas trop d'espoirs sur les constitutions, les lois et les tribunaux. Ce sont là de faux espoirs, croyez-moi. Oui, de faux espoirs. C'est dans le coeur des hommes et des femmes que se trouve la liberté; c'est là aussi qu'elle meurt. Aucune constitution, aucune loi, aucun tribunal ne peut y changer grand-chose. Lorsque la liberté est dans les coeurs, il ne faut ni constitution, ni loi, ni tribunal pour la sauvegarder."

Je crois fermement que ce sont les actions de chaque homme et femme qui déterminent le sort de la liberté. À titre d'ancien membre d'un gouvernement, j'admets que les gouvernements ont eux aussi un rôle capital à jouer. Les gouvernements doivent, par leurs paroles et leurs actes, prendre fermement position en faveur des droits de la personne et des libertés fondamentales. Tout en veillant à ce que leurs propres activités confirment cet engagement, ils doivent créer un climat où les individus apprennent à valoriser les droits fondamentaux de la personne et à les défendre.

Ma propre expérience m'a appris que les gouvernements du monde occidental sont souvent timides quand il s'agit de s'attaquer à certains problèmes traditionnels, en apparence insolubles, qui ont rapport à la discrimination, au fanatisme, à l'intolérance et au racisme. Les solutions sont souvent obscures et quelque peu inhérentes à la condition humaine, mais on ne peut les négliger complètement. Par exemple, un éminent lord Chancelier m'a dit ce qui suit dans le cadre d'une discussion sur les relations raciales : "La meilleure approche face à la question des relations raciales, c'est de ne pas en parler."

S'il est vrai que beaucoup de personnes bien intentionnées craignent de contribuer à la réalisation d'une prophétie, les gens dans la détresse espèrent une certaine réaction de la part du gouvernement, à défaut de quoi ils se sentent très seuls, vulnérables et inquiets. C'est pourquoi je crois que les gouvernements devraient être encouragés à déclarer clairement et souvent qu'ils croient fermement au principe de l'égalité des chances et qu'ils sont opposés à toute intolérance fondée sur la race, la religion, la langue ou la culture. Il faut mettre en place des mécanismes afin que les victimes de discrimination puissent avoir l'impression qu'elles ont à tout le moins été entendues. On ne règle peut-être pas ainsi des problèmes vieux comme le monde, mais cela peut faire une différence. Si les membres influents du gouvernement sont encouragés à s'attaquer vigoureusement et ouvertement à ces questions, les opprimés ne se sentiront pas à part. Une aliénation grandissante ne peut que mener à la violence s'il n'y a pas d'autres exutoires par où puissent s'épancher leur frustration et leur humiliation.